

BE-A0525_721509_803234_FRE

Inventaire des archives de la Commune de
Louette-Saint-Pierre. Dépôt 2020 (1834-
1981)



Het Rijksarchief in België
Archives de l'État en Belgique
Das Staatsarchiv in Belgien
State Archives in Belgium

This finding aid is written in French.

DESCRIPTION DU FONDS D'ARCHIVES:.....	7
Consultation et utilisation.....	8
Conditions d'accès.....	8
Conditions de reproduction.....	8
Histoire du producteur et des archives.....	9
Producteur d'archives.....	9
Nom.....	9
Historique.....	9
Compétences et activités.....	10
Organisation.....	11
Archives.....	11
Historique.....	11
Acquisition.....	13
Contenu et structure.....	14
Contenu.....	14
Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins.....	14
Finances et fiscalité.....	14
Patrimoine.....	15
Etat civil.....	15
Population.....	15
Elections.....	16
Affaires militaires.....	16
Travaux publics.....	17
Enseignement.....	17
Bienfaisance ou assistance publique.....	17
Culte.....	17
Langues et écriture des documents.....	18
Sélections et éliminations.....	18
Accroissements/compléments.....	18
Mode de classement.....	19
DESCRIPTION DES SÉRIES ET DES ÉLÉMENTS.....	21
I. Généralités.....	21
A. Conseil communal.....	21
1 - 7 Registres aux délibérations. 1842-1976.....	21
B. Collège des bourgmestre et échevins.....	21
C. Correspondance générale.....	21
D. États généraux, enquêtes et statistiques générales.....	22
E. Responsabilité, contentieux et actions en justice.....	22
II. Organisation et personnel.....	23
A. Coopération intercommunale.....	23
B. Organisation et membres des organes politiques.....	23
1. Conseil communal.....	23
2. Collège des bourgmestre et échevins.....	23
19 - 21 Dossiers relatifs à la fixation de la pension des anciens bourgmestre et échevins. 1965-1967.....	23
C. Personnel des services.....	23
1. Statut du personnel, traitements et autres règlements.....	23
2. Dossiers du personnel administratif et technique.....	24

27 - 29 Dossiers personnels des secrétaires communaux. 1962-1976.....	24
3. Dossiers du personnel ouvrier.....	24
30 - 31 Dossiers personnels des ouvriers forestiers. 1965-1974.....	24
4. Autres dispositions.....	25
III. Patrimoine.....	26
A. Biens immobiliers.....	26
1. Acquisitions.....	26
2. Ventes.....	28
3. Échanges.....	30
4. Gestion.....	30
B. Biens mobiliers.....	31
IV. Finances et fiscalité.....	32
A. Généralités.....	32
B. Comptabilité du secrétariat.....	32
1. Budgets et annexes.....	32
90 - 93 Budgets annuels. 1862-1976.....	32
2. Emprunts.....	33
C. Comptabilité du receveur.....	33
1. Registres de comptabilité.....	33
100 - 103 Journaux-caisse. 1909-1936.....	33
104 - 129 Grands-livres des recettes et des dépenses. 1932-1976.....	33
104 - 105 1932.....	33
112 - 113 1941.....	34
114 - 115 1942.....	34
2. Comptes et pièces justificatives.....	35
131 - 134 Comptes annuels. 1877-1976.....	35
136 - 168 Pièces justificatives des comptes. 1854-1976.....	35
165 - 166 1974.....	37
167 - 168 1976.....	37
3. Sortie de fonction du receveur.....	38
172 - 174 Comptes de fin de gestion des anciens receveurs. 1945-1968....	38
D. Impôts provinciaux.....	38
E. Dépôt de l'Administration du Cadastre.....	38
V. État civil.....	39
A. Registres de l'état civil et tables.....	39
B. Cimetières et funérailles.....	39
VI. Population.....	40
A. Registres et mouvements de la population.....	40
182 - 193 Registres de population. 1866-1990.....	40
188 - 189 1948-1962.....	40
191 - 192 1971-1980.....	40
193 - 194 Index des registres de population. 1931-1980.....	40
B. Recensements et autres états de la population.....	41
199 - 201 Formulaires des recensements généraux de la population. 1891-1962.....	41
C. Cartes d'identité et passeports.....	41
202 - 203 Registres des cartes d'identité. 1952-1976.....	41
D. Étrangers.....	42
204 - 205 Registres des étrangers. 1933-1978.....	42
E. Permis de conduire.....	42
208 - 209 Registres d'inscription. 1967-1976.....	42
VII. Élections.....	43
A. Listes électorales et listes dérivées.....	43

B. Dossiers des élections.....	43
VIII. Affaires militaires et guerres.....	44
A. Service militaire.....	44
215 - 216 Registres d'inscription, listes alphabétiques des miliciens et listes des ajournés et des dispensés. 1881-1914.....	44
B. Garde civique (1830-1921).....	44
C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	44
D. Guerres et conséquences.....	44
E. Ravitaillement.....	44
IX. Ordre et sécurité publics.....	46
A. Police.....	46
1. Personnel.....	46
2. Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics	46
3. Missions de police administrative concernant la sécurité publique.....	46
4. Missions de police judiciaire.....	47
B. Services d'ordre spéciaux en temps de guerre ou de menaces de guerre.....	47
X. Santé publique.....	48
A. Services communaux.....	48
B. Exécution des tâches communales.....	48
1. Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce.....	48
245 - 246 Registres des déclarations d'abattage d'animaux. 1938-1940.....	48
2. Analyse de l'eau potable.....	48
3. Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes.....	49
248 - 274 Dossiers d'autorisation d'établissements dangereux, insalubres et incommodes. 1834-1976.....	49
4. Autres préoccupations concernant l'environnement.....	51
XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme.....	52
A. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses.....	52
1. Bâtiments scolaires.....	52
2. Bâtiments affectés aux sports, divertissements, activités pour la jeunesse et tourisme.....	52
3. Bâtiments du culte.....	52
4. Cimetières.....	53
B. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	53
1. Généralités.....	53
2. Voirie communale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	54
3. Voirie vicinale.....	54
C. Travaux et inspection des cours d'eau non navigables.....	56
D. Services d'utilité publique.....	57
1. Distribution d'eau.....	57
333 - 336 Dossier relatif aux travaux d'amélioration et d'extension de la distribution d'eau. 1974-1980.....	57
2. Distribution d'électricité.....	58
3. Téléphone.....	58
4. Transports en commun.....	59
348 - 356 Ligne de chemin de fer vicinal Gedinne-Bohan-Pussemanage et embranchement de Vresse à Alle. 1900-1968.....	59
E. Aménagement du territoire.....	60
1. Généralités.....	60
2. Autorisations de voirie.....	60

3. Permis de bâtir.....	60
F. Primes à l'assainissement.....	60
G. Protection des monuments et sites.....	60
XII. Enseignement.....	61
A. Généralités.....	61
B. Organisation.....	61
C. Bâtiments.....	61
D. Équipement.....	62
E. Personnel.....	62
F. Finances.....	62
G. Fréquentation scolaire.....	62
H. Avantages sociaux.....	63
XIII. Économie.....	64
A. Généralités.....	64
B. Agriculture et sylviculture.....	64
C. Commerce.....	64
XIV. Affaires sociales.....	65
A. Exécution des tâches communales.....	65
B. Collaboration communale avec des tiers.....	65
XV. Tutelle sur le Bureau de bienfaisance et la Commission d'assistance publique.....	66
A. Bureau de bienfaisance.....	66
B. Commission d'assistance publique.....	66
1. Personnel.....	66
398 - 399 Dossiers personnels des secrétaires. 1925-1963.....	66
2. Finances.....	66
3. Exécution des tâches.....	67
XVI. Tutelle communale sur la fabrique d'église de la paroisse.....	68
A. Patrimoine.....	68
B. Finances.....	68

Description du fonds d'archives:

Nom du bloc d'archives:

Commune de Louette-Saint-Pierre. Dépôt 2020

Période:

1834 - 1981

Numéro du bloc d'archives:

BE-A0525.812

Etendue:

- Numéros: 409.00
- Etendue inventoriée: 4.00 m

Dépôt d'archives:

Archives de l'Etat à Namur

Producteurs d'archives:

Commune de Louette-Saint-Pierre, 1834 - 1976

Consultation et utilisation

CONDITIONS D'ACCÈS

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans.

Histoire du producteur et des archives

PRODUCTEUR D'ARCHIVES

NOM

Commune de Louette-Saint-Pierre

HISTORIQUE

La commune de Louette-Saint-Pierre (entité de Gedinne) est une commune belge située en province de Namur qui a existé de 1800 à 1976.

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1er octobre 1795), avait instauré des " municipalités de canton ". Entre 1795 et 1800, Louette-Saint-Pierre dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Gedinne, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Louette-Saint-Pierre devient une commune à part entière. En 1802, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Gedinne ¹.

La commune fait partie du département de Sambre-et-Meuse (1795-1814) puis de la province de Namur (sauf entre les arrêtés du 18 août 1814 et du 13 décembre 1815, période pendant laquelle elle est brièvement rattachée au département des Ardennes).

Le nombre d'habitants dans la commune croît régulièrement au XIXe siècle, passant de 247 en 1801 à 483 en 1900. Ce nombre connaît ensuite une lente régression. En 1976, Louette-Saint-Pierre ne compte plus que 315 habitants. Sur le plan de l'économie, Louette-Saint-Pierre est une commune rurale tournée essentiellement vers l'agriculture et la sylviculture. L'écrasante majorité des habitants sont cultivateurs. Quelques artisans côtoient ceux-ci. Comme dans toute l'entité, la gestion des bois revêt une importance vitale pour l'économie locale. La superficie boisée ne cesse de croître au XIXe siècle et dans la première moitié du XXe. La commune en tire un revenu significatif tout au long de la période.

Le 1er janvier 1977, la commune de Louette-Saint-Pierre est fusionnée avec les communes de Bourseigne-Neuve, Bourseigne-Vieille, Gedinne, Houdremont, Louette-Saint-Denis, Malvoisin, Patignies, Rienne, Sart-Custinne, Vencimont et Willerzie pour former l'actuelle commune de Gedinne.

La fusion forme une entité de 4255 habitants pour 15160 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : " Renforcer le pôle de Gedinne en augmentant son potentiel par les apports divers des communes qui actuellement dépendent de ce centre dans de

1 VRIELINCK S., De territoriale indeling van België (1795-1963), Louvain, 2000, 3 volumes.

nombreux domaines (services, enseignement, loisirs, etc.). Faire bénéficier les populations intéressées d'équipements améliorés " 2.

COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

" Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux 3".

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

2 Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, Moniteur belge, 25 septembre 1975.

3 Pasinomie, 1re série, t. 1er, Lois françaises, Bruxelles, 1833, p. 66.

ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police. Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire

ARCHIVES

HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : " Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ". Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'Archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur les dossiers centraux des communes de Louette-Saint-Pierre et de Gedinne constitués par les Archives de l'État ⁴.

Un premier inventaire connu des archives de la commune de Louette-Saint-Pierre est rédigé le 4 août 1835 par Jean-Baptiste André, bourgmestre sortant, et Casimir Baijot, bourgmestre. Une copie conforme non datée en est conservée. Les documents décrits sont conservés dans une armoire à trois clefs avec tiroirs. Hormis les publications administratives, les registres d'état civil et la matrice et le plan cadastraux, la liste des archives communales conservées

4 ARCHIVES DE L'ÉTAT À NAMUR, Dossiers centraux, dossiers " Commune de Louette-Saint-Pierre " et " Commune de Gedinne ".

est la suivante : un registre aux délibérations du Conseil communal, les budgets et les comptes communaux de 1815 à 1833-1835, un tableau de la population de la commune en 1828, deux actes de partage du ban Notre-Dame avec plans, les documents de la milice, de la garde civique et de la garde communale, une liasse des anciens rôles de contributions, un procès-verbal de vente de la chasse pour 1834, un règlement approuvé par le Préfet du Département de Sambre-et-Meuse en 1811. De tout ceci, rien ne nous est parvenu.

Le 23 octobre 1967, le Conseil communal de Louette-Saint-Pierre décide de déposer ses archives historiques aux Archives de l'État à Namur, en réponse à la proposition formulée le 23 septembre par G. Beterams, inspecteur des Archives générales du Royaume. Cette décision ne se concrétise pas matériellement, sans que l'on sache les raisons ayant poussé à ce revirement. Après la fusion des communes de 1977, Cécile Douxchamps-Lefèvre opère une première inspection des archives le 16 août 1979. Les documents d'utilité courante en provenance des anciennes communes ont été rassemblés à Gedinne. Les autres sont restés dans les anciens locaux communaux des villages fusionnés. L'administration communale envisage la nomination d'un commis en charge du traitement des fonds. Il semble que cela soit resté lettre morte. En effet, en 1990, une mise à jour de l'information sur les archives communales de la nouvelle commune de Gedinne parvient aux Archives de l'État à Namur. Dans le cadre d'une campagne générale d'inspection, Françoise Jacquet-Ladrier, archiviste, reçoit le 12 octobre 1990 une réponse à un questionnaire rédigée par le secrétariat communal. La situation décrite est relativement inquiétante. En effet, si les registres aux délibérations et de population des anciennes communes ont fait l'objet d'un transfert à Gedinne dans la maison communale, peu de dossiers y sont arrivés. La plupart sont encore répartis dans les anciennes maisons communales, comme en 1979. Le document ne précise cependant pas si c'était aussi le cas des archives de Louette-Saint-Pierre. La commune annonce cependant un déménagement des archives vers un local communal en cours d'aménagement à Malvoisin.

Le 9 octobre 2002, André Vanrie, Conservateur des Archives de l'État à Namur, se rend à Gedinne pour actualiser le constat opéré en 1990. Les archives antérieures à la fusion de 1977 sont alors conservées au 1er étage de la salle des fêtes du village de Patignies dans de bonnes conditions de conservation. Environ 150 mètres linéaires de rayonnage accueillent les boîtes de conservation classées suivant le système CDU appliqué en 1996 par une firme privée. Les registres aux délibérations et de population des anciennes communes sont eux conservés à la maison communale de Gedinne. André Vanrie précise qu'il n'y a pas eu de destruction d'archives depuis 1977. Suite à cette visite, le Collège communal de Gedinne envoie le 29 janvier 2002 aux Archives de l'État à Namur un inventaire des registres aux délibérations et de population conservés à Gedinne. Pour Louette-Saint-Pierre, ce relevé correspond pratiquement à celui publié dans le présent inventaire. Un registre aux délibérations du Conseil communal a depuis été retrouvé et est donc intégré au présent fonds.

En 2018, parallèlement à une procédure d'élimination demandée par le Collège communal et approuvée par les Archives de l'État le 6 mars de cette année, Gedinne a décidé de déposer aux Archives de l'État à Namur les archives

historiques des anciennes communes de l'entité. En effet, un déménagement des archives de Patignies à Gedinne vers un local insuffisant en espace de conservation aurait compliqué la tâche de l'administration communale à très brève échéance. Le transfert des archives historiques vers Namur procure ainsi la capacité nécessaire à une gestion rationnelle des accroissements récents.

ACQUISITION

Les archives de l'ancienne commune de Louette-Saint-Pierre décrites dans le présent inventaire ont été transférées en 2018 aux Archives de l'État à Namur pour traitement matériel et ont fait l'objet d'une convention de dépôt aux Archives de l'État à Namur signée le 11 février 2020 par le Collège communal et par l'Archiviste général du Royaume.

Contenu et structure

CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Louette-Saint-Pierre entre 1834 et 1981. Bien que lacunaire, le fonds contient tout de même une belle série d'archives pour le XIXe siècle. Le fonds contient également les registres de population ouverts en 1971 et continués jusqu'en 1981.

Procédons par grandes séries d'archives :

CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIXe siècle jusqu'à nos jours.

FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des

rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

ETAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès. Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les

recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1er de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

ELECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux.

L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement

conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIXe et XXe siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIXe siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe alors une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution

et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, connues sous le nom de fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIXe et XXe siècles.

LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :
MARÉCHAL, Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988. *Miscellanea Archivistica Studia*, 1.
MARÉCHAL Griet. *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 52 et 53.

ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie ⁵. L'absence de dépôt s'explique d'une part, par l'utilité administrative et d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

5 <http://geoportail.wallonie.be>.

MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant du traitement administratif ⁶. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude. Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.

Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne ⁷.

Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

I. Généralités

II. Organisation et personnel

III. Patrimoine

IV. Finances et fiscalité

V. État civil

VI. Population

VII. Élections

VIII. Affaires militaires et guerres

IX. Ordre et sécurité publics

X. Santé publique

XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme

XII. Enseignement

XIII. Culture, sports et divertissements

6 En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou a posteriori, lors de leur " archivage ", par une personne étrangère au service.

7 GADEYNE G., Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 - ca 1977), Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

XIV. Vie économique

XV. Affaires sociales et réglementation du travail

XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique

XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été dans leur grande majorité classées dans l'ordre chronologique.

Description des séries et des éléments

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- | | | |
|---|--|----------|
| 1 | 1 - 7 REGISTRES AUX DÉLIBÉRATIONS. 1842-1976.
25 octobre 1842-28 octobre 1879 | 1 volume |
| 2 | 15 mars 1921-21 novembre 1929 | 1 volume |
| 3 | 22 mars 1930-23 février 1940 | 1 volume |
| 4 | 7 août 1941-17 février 1947. | 1 volume |
| 5 | 4 septembre 1946-23 novembre 1953. | 1 volume |
| 6 | 7 janvier 1953-10 mars 1973 | 1 volume |
| 7 | 20 avril 1973-27 décembre 1976 | 1 volume |

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- | | | |
|---|--|----------|
| 8 | Registre aux délibérations. 6 janvier 1955-2 février 1976. | 1 volume |
|---|--|----------|

C. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- | | | |
|----|---|-----------|
| 9 | Circulaires reçues concernant la participation à la fête patriotique du 16 août 1880 à l'occasion du 50e anniversaire de l'Indépendance nationale. Juillet-août 1880. | 1 chemise |
| 10 | Circulaires reçues concernant les festivités du 50e anniversaire de l'Indépendance nationale à Namur. Septembre 1880. | 2 pièces |
| 11 | Lettre reçue du Commissaire d'arrondissement de Dinant invitant le bourgmestre à une réunion en vue de la signature d'un Livre d'Or | |

des Pouvoirs locaux qui sera remis au Roi. 19 juin 1952.

1 pièce

12

Lettres reçues du nouveau Commissaire d'arrondissement de Dinant, Pierre Martin, à l'occasion de sa nomination. Août 1956.

3 pièces

13

D. ÉTATS GÉNÉRAUX, ENQUÊTES ET STATISTIQUES GÉNÉRALES

Rapport sur l'administration et la situation des affaires de la commune pour 1969. 12 mars 1971.

1 cahier

14

E. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

Actes d'huissier de citations à comparaître adressées au bourgmestre et aux échevins dans une affaire opposant la commune à Joseph Forgeur, avocat de Liège. 19 juillet 1845.

3 pièces

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 15 Dossier relatif à l'affiliation de la commune à l'Association intercommunale namuroise d'électricité (INEL). 1956. 1 liasse

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

- 16 Procès-verbal d'installation des conseillers et de nomination des échevins. 7 janvier 1953. 2 pièces
- 17 Extraits du registre aux délibérations du Conseil relatifs à la fixation des jetons de présence des conseillers. 1965-1975. 4 pièces

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- 18 Dossier relatif à la fixation des traitements de bourgmestre et d'échevin. 1963-1976. 1 chemise

19 - 21 DOSSIERS RELATIFS À LA FIXATION DE LA PENSION DES ANCIENS BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS. 1965-1967.

- 19 Albert Poncelet, ancien bourgmestre. 1965-1967. 8 pièces
- 20 Gaston Nemery, ancien échevin. 1965-1967. 6 pièces
- 21 Charles Nemery, ancien échevin. 1966-1967. 4 pièces

C. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

- 22 Dossier relatif à la désignation et au paiement des agents recenseurs. 1867, 1910, 1920. 4 pièces
- 23 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à l'affiliation au Secrétariat social des Classes Moyennes pour

l'application des lois sociales en faveur du personnel temporaire. 6 février 1952.

1 pièce

24 Dossier relatif au statut pécuniaire du personnel communal. 1952-1974.

1 liasse

25 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la fixation des pécules de vacances et familial du personnel communal. 23 août 1961.

1 pièce

26 Dossier relatif à l'allocation de programmation et à la bonification de restructuration du personnel communal. 1968-1970.

1 chemise

2. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

27 - 29 DOSSIERS PERSONNELS DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX. 1962-1976.

27 Blond Léon. 1962-1973.

1 chemise

28 Brasseur Jules. 1964-1976.

1 chemise

29 Courtois Charles. 1962-1968.

1 chemise

3. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

30 - 31 DOSSIERS PERSONNELS DES OUVRIERS FORESTIERS. 1965-1974.

30 Flamend Lucien. 1972-1974.

3 pièces

31 Mathieu Georges. 1965-1970.

1 chemise

32 Dossier personnel de Nemery Maurice, cantonnier, fontainier et fossoyeur. 1956-1974.

1 chemise

4. AUTRES DISPOSITIONS

33

Lettre reçue par le bourgmestre relative à la décoration civique d'A. Baijot, secrétaire communal, et de J. Deschamps, ancien conseiller communal. 16 mars 1909.

1 pièce

III. PATRIMOINE

A. BIENS IMMOBILIERS

1. ACQUISITIONS

- 34 Procès-verbal d'enquête de commodo incommodo relative au projet de vente par plusieurs particuliers à la commune de terrains. 6 avril 1845. 1 pièce
- 35 Dossier relatif à des parcelles enclavées que la commune souhaite acquérir. 1857-1858. 4 pièces
- 36 Ordonnances de la Députation du Conseil provincial approuvant des acquisitions de terrains par la commune. 1858-1865, 1883. 7 pièces
- 37 Acte de vente par Marguerite et Julie Robin à la commune d'une terre au lieu-dit Grand-Champ. 1er septembre 1860. 2 pièces
- 38 Acte d'acquisition de parcelles de bois par la commune au lieu-dit Bois Saint-Jean. 15 décembre 1868. 2 pièces
- 39 Acte de vente par Jean-Baptiste Devresse et Nicolas-Joseph Marchal à la commune une parcelle de taillis et de plantation de résineux au lieu-dit Barbaix. 18 février 1872. 1 cahier
- 40 Acte de vente par Henri-Joseph Baijot à la commune d'une parcelle de terrain plantée de mélèzes au lieu-dit Moatte-Goute. 15 juin 1873. 2 pièces
- 41 Plan d'une parcelle de terrain appartenant à Pierre-Joseph Adnet au lieu-dit Chavrai que la commune souhaite acquérir. 2 juin 1874. 1 pièce
- 42 Dossier relatif aux acquisitions d'emprises nécessaires pour la création du chemin de grande communication vers les Hautes Rivières. 1885, 1887. 9 pièces
- 43 Dossier relatif à l'acquisition de parcelles nécessaires à l'installation d'un réseau de distribution d'eau. 1900-1901.

-
- 1 chemise
- 44 Lettre reçue de l'architecte provincial relative au projet d'acquisition de 2 maisons et dépendances en vue de l'extension des installations scolaires. 1er avril 1910.
1 pièce
- 45 Acte de cession à la commune par des particuliers des emprises nécessaires à la construction du chemin n° 2 vers Houdremont. 24 mai 1912.
1 pièce
- 46 Acte de vente à la commune par des particuliers des emprises nécessaires à l'élargissement du chemin agricole n° 27. 15 avril 1939.
1 cahier
- 47 Dossier relatif à l'acquisition d'une parcelle nécessaire à l'installation d'une station de pompage pour la distribution d'eau. 1939-1941, 1953-1955.
1 chemise
- 48 Lettres reçues du Bureau de l'enregistrement de Gedinne relatives à des acquisitions de terrains le 25 février 1939 et le 17 octobre 1946. 1940, 1942, 1952.
3 pièces
- 49 Dossier relatif à la vente par la famille Nemery à la commune d'une parcelle de terrain au lieu-dit Village. 1946-1948.
4 pièces
- 50 Liste des emprises nécessaires en vue du projet de modification du chemin de grande communication n° 176 et des chemins ordinaires n° 17 et n° 27. [Deuxième moitié du XXe siècle].
1 pièce
- 51 Dossier relatif à l'acquisition d'emprises nécessaires à l'élargissement des chemins n° 176 et n° 1. 1955-1969.
1 chemise
- 52 Dossier relatif à l'acquisition de 2 parcelles comme réserve de sources pour la distribution d'eau. 1956-1957.
1 chemise
- 53 Dossier relatif à la régularisation de l'acquisition de parcelles de terrains par des actes du 25 février 1939 et du 17 octobre 1946 et de leur changement de mode de jouissance par soumission au régime forestier. 1958-1969.
1 chemise

-
- 54 Acte de vente à la commune par Jenny et Germaine Kamette et l'Association des Œuvres paroissiales du doyenné de Gedinne de parcelles de terrain. 31 mars 1959.
1 pièce
- 55 Dossier relatif à l'acquisition d'emprises nécessaires à l'élargissement du chemin n° 3 de grande communication n° 179. 1965-1967.
1 chemise
2. VENTES
- 56 Acte de vente de parcelles de terrains à des particuliers. 30 mars 1851.
1 cahier
- 57 Acte de vente à Nicolas-Joseph Pisvin de 5 hectares de pâture-sart. 28 avril 1851.
1 cahier
- 58 Tableau des parcelles de terrain dont le Conseil communal et le Conseil de fabrique demandent la vente. 8 mai 1851.
1 pièce
- 59 Acte de vente de parcelles de terrains à des particuliers. 8 juin 1851.
1 cahier
- 60 Dossier relatif à la vente d'excédents de voiries tout le long des chemins vicinaux. 1853-1854.
1 chemise
- 61 Cahier des charges de la vente de 8 hectares de terrain en pâture-sart. 23 mars 1854.
1 pièce
- 62 Acte de vente de 2 parcelles de pâture à Alexis Pisvin. 8 juin 1855.
1 cahier
- 63 Ordonnances de la Députation du Conseil provincial approuvant des ventes de parcelles de terrain opérées par la commune. 1857-1863, 1883.
4 pièces
- 64 Plan de 3 parcelles de pâture-sart dont la commune demande l'autorisation de vente. 15 novembre 1858.
1 pièce

-
- 65 Dossier relatif au partage des biens communaux à défricher. 1859-1863.
1 chemise
- 66 Acte de vente d'excédents de voirie et approbation de la Députation du Conseil provincial. 1862.
2 pièces
- 67 Acte de vente à Jean-Baptiste Bouquingnauld d'une parcelle de pâture-sart au lieu-dit Virée du Pommier. 7 décembre 1862.
2 pièces
- 68 Plan des parcelles d'excédents de voirie que la commune souhaite vendre. 1er février 1873.
2 pièce
- 69 Acte de vente d'une parcelle d'excédent de voirie du chemin n° 4 à Jean-Joseph Mathieu. 27 avril 1874.
1 pièce
- 70 Dossier relatif à l'enquête portant sur le projet de vente à monsieur Gilson d'une parcelle de terrain située devant sa maison. 1880.
4 pièces
- 71 Acte de vente d'excédents de voirie et arrêté de la Députation du Conseil provincial approuvant la transaction. 1888-1889.
2 pièces
- 72 Dossier relatif au projet de vente de 3 parcelles de terrain au lieu-dit Houille à Arthur Dardenne. 1909.
3 pièces
- 73 Lettre reçue du Gouverneur relative à un projet d'aliénation d'une parcelle de terrain contre une rente annuelle perpétuelle. 11 novembre 1909.
1 pièce
- 74 Plan relatif à la vente d'une parcelle de terrain communal à Regnault-Dardenne. 18 décembre 1921.
1 pièce
- 75 Dossier relatif à la vente à l'État d'un excédent de voirie sur lequel est établie une aubette occupée par les douaniers. 1951-1953.
1 chemise
- 76 Dossier relatif au projet de vente d'un excédent de voirie en raison du rétrécissement du chemin n° 4. 1953-1955.
5 pièces

3. ÉCHANGES

- 77** Dossier relatif à l'échange de terrains entre la commune et celle de Sart-Custinne. 1842-1845.
1 chemise
- 78** Acte d'échange entre la commune et Louis Culot de diverses parcelles de terrain. 8 juin 1855.
3 pièces
- 79** Acte d'échange d'une parcelle de terre contre un excédent de voirie entre la commune et Auguste Baijot. 20 décembre 1913.
1 pièce
- 80** Plan relatif à un échange de terrain à réaliser par la commune. 1918.
1 pièce
- ### 4. GESTION
- 81** Acte d'adjudication publique du droit de chasse dans les propriétés communales à Charles-Alexandre Wasseige. 16 février 1857.
1 pièce
- 82** Plans de parcelles appartenant à la commune. Mars 1859.
2 pièces
- 83** Plan d'une parcelle de terre appartenant à la commune et demandée en concession par un particulier. 6 avril 1859.
1 pièce
- 84** Dossier relatif à une affaire opposant Henriette Collard et Adolphe Mathieu à la commune concernant la propriété d'une prairie. 13 août 1870.
4 pièces
- 85** Lettre reçue du Gouverneur demandant à la commune d'intervenir pour faire cesser l'empiètement sur le chemin n° 4 par monsieur Simon. 4 septembre 1909.
1 pièce
- 86** Dossier relatif au transfert d'un excédent de voirie du chemin n° 4 dans le domaine privé communal. 1939-1940.
4 pièces
- 87** Rapport d'expertise produit dans le cadre du litige opposant la commune à Léon Collard concernant les limites entre les chemins

communaux et plusieurs parcelles cadastrales. 5 septembre 1956.
2 pièces

B. BIENS MOBILIERS

88

Pièces relatives au partage entre habitants et à la vente de coupes
de bois communaux. 1874, 1876.

3 pièces

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. GÉNÉRALITÉS

- 89 Dossier relatif à la part revenant à la commune dans le Fonds des communes. 1867, 1941-1953. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 90 90 - 93 BUDGETS ANNUELS. 1862-1976. 1862-1890. 1 liasse
- 91 1953-1955, 1957-1962. 1 liasse
- 92 1963-1969. 1 liasse
- 93 1970-1971, 1974-1976. 1 liasse
- 94 Dossier relatif à la demande d'un crédit spécial pour faire face aux dépenses engendrées par l'incendie du village le 16 août 1880. 1881. 9 pièces
- 95 Dossier relatif à la présence de crédit au budget pour allocations aux personnes qui assurent les leçons de religion. 1881. 3 pièces
- 96 Dossier relatif au crédit budgétaire nécessaire pour l'instruction gratuite d'enfants pauvres supplémentaires. 1881. 1 chemise
- 97 Pièces relatives à l'élaboration des budgets de 1883 et 1884. 1882-1883. 3 pièces
- 98 Modifications budgétaires. 1954, 1962, 1966-1967, 1974-1976. 1 chemise

-
2. EMPRUNTS
- 99 Dossier relatif à l'emprunt et au remboursement à la commune de Gedinne d'une somme nécessaire au financement des travaux d'amélioration du chemin de Hez. 1939, 1957-1960. 7 pièces

C. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

- 100 *100 - 103 JOURNAUX-CAISSE. 1909-1936.*
18 janvier 1909-12 juillet 1914 1 volume
- 101 4 janvier 1918-3 mars 1922 1 volume
- 102 8 janvier 1921-18 décembre 1926. 1 volume
- 103 17 novembre 1935-28 décembre 1936 1 volume

*104 - 129 GRANDS-LIVRES DES RECETTES ET DES DÉPENSES.
1932-1976.*

- 104 104 - 105 1932
Recettes. 1 volume
- 105 Dépenses 1 volume
- 106 Dépenses. 1933. 1 volume
- 107 Recettes. 1934. 1 volume
- 108 Recettes. 1935. 1 volume
- 109 Dépenses. 1938. 1 volume

110	Recettes. 1939.	1 volume
111	Recettes. 1940.	1 volume
112	112 - 113 1941 Recettes.	1 volume
113	Dépenses	1 volume
114	114 - 115 1942 Recettes	1 volume
115	Dépenses	1 volume
116	Recettes. 1943.	1 volume
117	Recettes. 1944.	1 volume
118	1952.	1 volume
119	1953.	1 volume
120	1955.	1 volume
121	1956.	1 volume
122	1957.	1 volume
123	1958.	1 volume
124	1959.	1 volume

125	1960.	1 volume
126	Recettes. 1966.	1 volume
127	1974.	1 volume
128	1975.	1 volume
129	1976.	1 volume
130	Journal des recettes et des dépenses. 1971-1976.	1 volume

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

131	<i>131 - 134 COMPTES ANNUELS. 1877-1976.</i> 1877, 1911, 1917, 1920-1921, 1924-1927, 1930-1932, 1934-1938.	1 liasse
132	1939, 1941-1944, 1948, 1950-1952.	1 liasse
133	1953-1968.	1 liasse
134	1969, 1971-1976.	1 liasse
135	Fragment de compte. 1879.	3 pièces
136	<i>136 - 168 PIÈCES JUSTIFICATIVES DES COMPTES. 1854-1976.</i> 1854, 1856-1858.	1 liasse
137	1868.	1 liasse
138	1869.	1 liasse

139	1871.	1 liasse
140	1873.	1 liasse
141	1874.	1 liasse
142	1876.	1 liasse
143	1877.	1 liasse
144	1878.	1 liasse
145	1880.	1 liasse
146	1883.	1 liasse
147	1884.	1 liasse
148	1895-1896.	1 liasse
149	1899.	1 liasse
150	1910-1914.	1 liasse
151	1917.	1 liasse
152	1919.	1 liasse
153	1920.	1 liasse
154	1930-1932.	1 liasse

155	1933.	1 liasse
156	1934.	1 liasse
157	1937.	1 liasse
158	1938.	1 liasse
159	1939.	1 liasse
160	1941.	1 liasse
161	1947.	1 liasse
162	1950.	1 liasse
163	1960.	1 liasse
164	1967.	1 liasse
165	165 - 166 1974 1e partie.	1 liasse
166	2e partie.	1 liasse
167	167 - 168 1976 1e partie.	1 liasse
168	2e partie.	1 liasse
169	États des journées prestées pour des travaux communaux et des ventes de bois. 1905-1934.	

1 volume

170 Grand-livre des sommes dues et perçues par habitant. 1909-1940.
1 volume

171 Procès-verbaux de vérification de caisse. 1921-1936.
1 chemise

3. SORTIE DE FONCTION DU RECEVEUR

*172 - 174 COMPTES DE FIN DE GESTION DES ANCIENS RECEVEURS.
1945-1968.*

172 Alphonse Anciaux. 16 février 1945.
1 cahier

173 René Hubeaux. 4 mai 1968.
1 cahier

174 Robert Georges. 4 décembre 1968.
1 cahier

D. IMPÔTS PROVINCIAUX

175 Correspondance échangée avec le Gouvernement provincial
concernant la taxe sur les établissements dangereux. 1964-1967.
4 pièces

E. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE

176 Matrice cadastrale, n° 475-682. [Fin du XIXe siècle]-1920.
1 volume

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 177 Dossier relatif au contrôle des registres d'état civil par le Procureur du Roi de Dinant. 1906-1921, 1941.
1 chemise

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

- 178 Dossier relatif aux autorisations de transferts de corps de personnes décédées en vue de leur inhumation au cimetière. 1901, 1905, 1925.
1 chemise
- 179 Lettre reçue du curé demandant qu'une fosse soit creusée pour une personne suicidée dans la partie du cimetière non bénite. [Début du XXe siècle].
1 pièce
- 180 Lettres de demande de concessions au cimetière. 1921, 1925.
2 pièces
- 181 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à l'attribution des transports funèbres à la firme Latour de Gedinne. 1964, 1968.
2 pièces

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

182	182 - 193 REGISTRES DE POPULATION. 1866-1990. 1866-1882.	1 volume
183	1894-1901.	1 volume
184	1901-1910.	1 volume
185	1911-1920.	1 volume
186	1921-1931.	1 volume
187	1931-1948.	1 volume
188	188 - 189 1948-1962. Volume I	1 volume
189	Volume II	1 volume
190	1961-1972.	1 volume
191	191 - 192 1971-1980. Volume I	1 volume
192	Volume II	1 volume
193	193 - 194 INDEX DES REGISTRES DE POPULATION. 1931-1980. 1931.	1 volume

-
- | | | |
|-----|---|-----------|
| 194 | 1971-1980. | 1 volume |
| 195 | Registre des entrées. 1911-1976. | 1 volume |
| 196 | Registre des sorties. 1911-1976. | 1 volume |
| 197 | Tableaux statistiques des mouvements de la population en 1976.
1977. | 1 chemise |
| 198 | Pièces reçues du greffier de la ville de Saint-Boniface dans le
Manitoba (Canada) relatives au décès de Philippe Jules Lambert,
originaire de la commune. 1896. | 2 pièces |

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

- | | | |
|-----|---|----------|
| 199 | 199 - 201 FORMULAIRES DES RECENSEMENTS GÉNÉRAUX DE LA
POPULATION. 1891-1962.
Formulaires de synthèse pour le recensement du 31 décembre
1890. 1891-1892. | 5 pièces |
| 200 | Bulletins individuels pour le recensement du 31 décembre 1947.
1948. | 1 liasse |
| 201 | Formulaires de synthèse pour le recensement du 31 décembre
1961. 1962. | 7 pièces |

C. CARTES D'IDENTITÉ ET PASSEPORTS

- | | | |
|-----|---|----------|
| 202 | 202 - 203 REGISTRES DES CARTES D'IDENTITÉ. 1952-1976.
1952-1976. | 1 volume |
| 203 | Pour les enfants de moins de 12 ans. 1956-1976. | 1 volume |

D. ÉTRANGERS

204	204 - 205 REGISTRES DES ÉTRANGERS. 1933-1978. 1933-1939.	1 cahier
205	1955-1978.	1 volume
206	Dossiers individuels des étrangers. 1955-178.	1 liasse
207	Autorisations accordées par le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale à Yvon Micha d'occuper un travailleur étranger. 1958-1959.	2 pièces

E. PERMIS DE CONDUIRE

208	208 - 209 REGISTRES D'INSCRIPTION. 1967-1976. des licences d'apprentissage.	1 cahier
209	des permis de conduire.	1 cahier

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 210 Liste générale des électeurs censitaires et capacitaires. 3 septembre 1888. 1 cahier
- 211 Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux. 1952-1976. 1 chemise
- B. DOSSIERS DES ÉLECTIONS
- 212 Procès-verbal de l'assemblée des électeurs communaux. 1er juillet 1872. 2 pièces
- 213 Procès-verbal et arrêté de validation des élections communales du 12 octobre 1952. 1952. 2 pièces
- 214 Listes des 20 électeurs les moins âgés parmi ceux ayant atteint 30 ans au jour de l'élection. 1958. 3 pièces

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

215 - 216 REGISTRES D'INSCRIPTION, LISTES ALPHABÉTIQUES DES MILICIENS ET LISTES DES AJOURNÉS ET DES DISPENSÉS. 1881-1914.

- 215 1881-1900 1 volume
- 216 1901-1914 1 volume
- 217 Feuilles individuels de recensement des miliciens. 1937-1978. 1 liasse

B. GARDE CIVIQUE (1830-1921)

- 218 Listes des personnes désignées pour faire partie des Conseils de recensement. 9 janvier 1880. 5 pièces

C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX

- 219 Registre de classement servant à l'inscription des véhicules automobiles appartenant aux habitants de la commune. [Vers 1928]-1933. 1 cahier
- 220 Registre de classement servant à l'inscription des motocyclettes appartenant aux habitants de la commune. 1929. 1 cahier
- 221 Avis de recensement des chevaux, véhicules hippomobiles et véhicules automobiles. 15 décembre 1933. 1 pièce

D. GUERRES ET CONSÉQUENCES

- 222 Instructions reçues des autorités militaires allemandes. 1941-1942. 4 pièces

E. RAVITAILLEMENT

- 223 Fiches individuelles d'affectation de la récolte de l'avoine et des céréales panifiables. Août 1941.

		1 liasse
224	Dossier relatif à la participation des exploitants agricoles de la commune à l'organisation du ravitaillement. 1942-1946.	1 liasse
225	Bordereaux de timbres de ravitaillement. 1946.	1 liasse
226	Relevés mensuels des timbres de lait. 1946-1947.	1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. PERSONNEL

- 227 Pièces relatives à la nomination et à l'uniforme de Nicolas Barbason, garde-champêtre. 1861. 3 pièces
- 228 Arrêté du Gouverneur nommant Ferdinand Anciaux garde-champêtre. 14 juillet 1887. 1 pièce
- 229 Lettre reçue du Commissaire d'arrondissement de Dinant relative au maintien du traitement du garde-champêtre. 6 août 1888. 1 pièce
- 230 Arrêté du Gouverneur autorisant Jules Gérard à exercer les attributions de garde-champêtre communal. 16 décembre 1889. 1 pièce
- 231 Dossier personnel et de pension de Léon Nemery, garde-champêtre. 1958-1981. 1 liasse
2. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS
- 232 Lettre reçue du Commissaire d'arrondissement de Dinant relative à l'application du règlement provincial sur la circulation des taureaux. 22 mars 1866. 1 pièce
- 233 Récépissés des cabaretiers de la commune du texte de la loi concernant l'ivresse publique. 4 septembre 1887. 2 pièces
3. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
- 234 Pièces relatives à des outrages subis par les membres de la Congrégation des filles de Marie en charge de l'école des filles. 1879-[fin du XIXe siècle]. 2 pièces
- 235 Dossiers de placement dans des instituts psychiatriques ou de collocation à domicile d'aliénés. 1945-1969.

1 chemise

236 Lettre reçue de la Commission pour la défense et l'expansion du canton de Gedinne demandant une modification des règles de priorité au carrefour de la Malcampée. 26 août 1974.
1 pièce

237 4. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE
Pièces relatives à un vol et à un contentieux intervenus au sein de l'école des filles. [Fin du XIXe siècle].
2 pièces

238 *B. SERVICES D'ORDRE SPÉCIAUX EN TEMPS DE GUERRE OU DE MENACES DE GUERRE*
Lettre reçue du Gouverneur accusant réception de la délibération du Conseil communal du 26 novembre 1918 portant organisation d'une garde bourgeoise pour assurer la sécurité des personnes et le respect des propriétés. 10 janvier 1919.
1 pièce

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

239 Dossier relatif à l'organisation de l'inspection médicale scolaire.
1917-1941. 1 chemise

240 Dossier relatif aux adjudications de l'enlèvement des poubelles.
1959-1976. 1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

241 Lettre relative à l'inspection de chevaux soupçonnés de souffrir de
morve. 2 novembre 1849. 1 pièce

242 Dossier relatif à la lutte contre les maladies du bétail. 1870-1886,
1924-1938. 1 chemise

243 Arrêtés de nomination d'Armand Lambert, vétérinaire à Gedinne,
en tant qu'expert, puis inspecteur des viandes. 1913, 1933. 3 pièces

244 Registre des déclarations de maladie contagieuse du bétail. 1937-
1938. 1 cahier

245 - 246 REGISTRES DES DÉCLARATIONS D'ABATTAGE D'ANIMAUX. 1938-1940.

245 destinés à la consommation publique. 1 cahier

246 destinés à la consommation personnelle des déclarants. 1 cahier

2. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

247 Lettres reçues relatives aux analyses de l'eau menées dans la
commune. 1965-1976. 1 chemise

3. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

248 - 274 DOSSIERS D'AUTORISATION D'ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES. 1834-1976.

- 248** Procès-verbal d'enquête de commodo incommodo relative à la demande d'installation d'une scierie par Jean-Baptiste Baijot. 31 mars 1834. 1 pièce
- 249** Pièces relatives aux modifications apportées à la scierie de Casimir Baijot. 1863-1864. 2 pièces
- 250** Copie de l'Arrêté royal autorisant l'établissement d'une briqueterie par Théophile Ortmans. 25 février 1865. 1 pièce
- 251** Pièces relatives au remplacement des roues du moulin de François Delvenne. 1869-1870. 2 pièces
- 252** Copie de l'Arrêté royal autorisant l'établissement d'une scierie par C. Gilson. 11 juin 1889. 1 pièce
- 253** Dépôt de poudre de 2e classe Debraux et Warzée. 1901. 6 pièces
- 254** Scierie Daury et Wauters. 1946-1949. 3 pièces
- 255** Autorisation du bourgmestre donnée à Fernand Cordy pour la détention temporaire de poudre. 1er décembre 1948. 1 pièce
- 256** Appareil de distribution de benzine d'Adolphe Daury. 1949. 6 pièces
- 257** Dépôts d'essence d'Adolphe Daury. 1958-1959. 1 chemise
- 258** Dépôt d'essence de madame Schelback. 1959. 3 pièces
- 259** Dépôt de mitraille et de véhicules usagés de Jules Bivaux. 1964.

		1 chemise
260	Dépôt de mitraille et de véhicules usagés d'Alfred Waringer. 1964.	1 chemise
261	Atelier de menuiserie mécanique de Gilbert Wolteche. 1966-1967.	6 pièces
262	Réservoir de mazout d'Émile Buffet. 1969.	1 chemise
263	Deux dépôts de gaz propane du centre de vacances YWCA. 1970, 1975.	1 chemise
264	Dépôt de gaz propane d'Albert Poncelet. 1970-1971.	1 chemise
265	Dépôt de gaz propane de Michel Balleux. 1970.	1 chemise
266	Dépôt de gaz propane de Michel et Nestor De Bel. 1971, 1975.	1 chemise
267	Dépôt de gaz propane de monsieur Bogaert-Ghobert. 1971-1972.	1 chemise
268	Dépôt de gaz propane d'André Wartique. 1972.	1 chemise
269	Dépôt de gaz propane de G. Bogaert. 1972.	1 chemise
270	Dépôt de gaz propane de Gustave Preumont. 1973.	1 chemise
271	Dépôt de gaz propane de Guy De Hauwer. 1973.	1 chemise
272	Dépôt de gaz propane de Henri Courtois. 1974.	1 chemise
273	Dépôt de gaz propane de Hubert Lejeune. 1975.	1 chemise
274	Dépôt de gaz propane de la Salle des Fêtes communale. 1976.	2 pièces

- 275 4. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT
Dossier relatif au placement de nichoirs destinés aux oiseaux dans
les bois communaux à l'initiative de l'ASBL Les Réserves naturelles
et ornithologiques de Belgique. 1965-1966.
- 7 pièces

XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME

A. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET INSTALLATIONS
IMMOBILIÈRES DIVERSES

1. BÂTIMENTS SCOLAIRES

- 276** Dossier relatif au projet de restauration, d'agrandissement et d'ameublement de l'école communale. 1906-1908.
1 chemise
- 277** Dossier relatif aux travaux de transformation de l'école communale. 1912-1922.
1 chemise
- 278** Dossier relatif aux travaux de pavage de la cour de l'école. 1937-1941.
5 pièces
- 279** Dossier relatif aux travaux de reconstruction des remises incendiées de l'école. 1943-1946.
1 chemise
- 280** Dossier relatif aux travaux d'aménagement de la cour de l'école adoptée des filles. 1956-1958.
1 chemise
- 281** Dossier relatif aux travaux de construction d'un garage, d'une remise à charbon et d'un préau à l'école adoptée des filles. 1958.
1 chemise
- 282** Dossier relatif aux travaux de restauration des locaux scolaires communaux. 1962-1963.
1 chemise
2. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SPORTS, DIVERTISSEMENTS,
ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE ET TOURISME
- 283** Dossier relatif aux travaux de construction d'une salle omnisports. 1974-1977.
1 chemise
3. BÂTIMENTS DU CULTE
- 284** Dossier relatif aux travaux de construction d'un nouveau presbytère. 1919-1921.
1 liasse

-
- 285 Dossier relatif aux travaux de restauration de l'église et de placement d'une nouvelle porte. 1922-1926.
1 chemise
- 286 Lettres reçues relatives au projet de restauration intérieure de l'église. 1947.
4 pièces
- 287 Dossier relatif aux travaux de remplacement de la cloche de l'église enlevée par les Allemands et d'électrification de la sonnerie. 1948-1954.
1 chemise
- 288 Lettres reçues relatives au projet de placement d'un paratonnerre sur l'église. 1953.
6 pièces
- 289 Dossier relatif aux travaux d'installation d'un chauffage central par air pulsé à l'église. 1958-1962.
1 liasse
- 290 Dossier relatif aux travaux de restauration du presbytère. 1969.
1 liasse
4. CIMETIÈRES
- 291 Dossier relatif à la construction d'un cimetière. 1896-1898.
4 pièces
- 292 Pièces relatives aux travaux de reconstruction d'une partie des murs de l'ancien cimetière abandonné. 1906.
2 pièces
- 293 Dossier relatif aux travaux de réfection des murs du cimetière. 1972-1977.
1 liasse
- B. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)*
1. GÉNÉRALITÉS
- 294 Arrêté de la Députation du Conseil provincial nommant Nestor Bourdon commissaire-voyer communal pour les chemins de grande communication n° 176, 178 et 179. 25 novembre 1910.
1 pièce

-
- 295** 2. VOIRIE COMMUNALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)
Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin agricole dit des Grands Champs. 1968-1971.
1 chemise
- 296** 3. VOIRIE VICINALE
Ordonnance de la Députation du Conseil provincial approuvant les plans généraux d'alignement et de délimitation des chemins vicinaux. 22 octobre 1846.
1 pièce
- 297** Dossier relatif aux travaux de construction et de modification du chemin vicinal de raccordement à la route de l'État de Gedinne vers la frontière française et de grande communication vers Willerzie. 1854-1865.
1 liasse
- 298** Dossier relatif aux travaux d'entretien et de construction de voiries. 1855-1949.
1 liasse
- 299** Dossier relatif aux travaux à la voirie vicinale et de grande communication. 1879-1890.
1 liasse
- 300** Dossier relatif à l'autorisation donnée à la veuve Colas de construire un aqueduc sur le fossé de la route de Marche à Charleville entre les bornes n° 5 et 6. 1890.
6 pièces
- 301** Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 4. 1906-1907.
1 chemise
- 302** Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin agricole n° 2. 1908-1910.
1 chemise
- 303** Dossier relatif au projet de modification de voirie du chemin n° 4 et du sentier n° 40. 1912-1914.
7 pièces
- 304** Dossier relatif aux travaux de réparation des dommages de guerre subis par le chemin de grande communication n° 178 vers Les Hautes-Rivières. 1919-1921.
1 chemise

-
- 305 Plan de modification de voirie par rétrécissement du chemin n° 5.
13 mai 1922. 1 pièce
- 306 Dossier relatif aux travaux d'entretien du chemin de grande
communication n° 178. 1922-1925. 6 pièces
- 307 Lettres reçues du Sous-Inspecteur des eaux et forêts à Beauraing
relatives à la construction d'une route avec la commune de
Gedinne. 1924-1925. 2 pièces
- 308 Lettres reçues relatives au projet d'amélioration du chemin dit des
Hez. 1931, 1934. 3 pièces
- 309 Dossier relatif aux plans de modification de voirie aux chemins n°
21 et n° 27. 1934-1935. 3 pièces
- 310 Lettre accompagnant le cahier des charges des travaux de
réparation des dommages de guerre au chemin de grande
communication n° 178. 8 janvier 1941. 1 pièce
- 311 Lettres reçues relatives à l'adjudication des travaux d'amélioration
du chemin n° 2. 22-25 septembre 1948. 2 pièces
- 312 Procès-verbal de réception définitive des travaux d'amélioration
des chemins intérieurs. 28 juin 1955. 1 pièce
- 313 Procès-verbal de réception définitive des travaux d'amélioration du
chemin de grande communication n° 178 et du chemin n° 17. 28
juin 1955. 1 pièce
- 314 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin de grande
communication n° 176. 1955. 1 chemise
- 315 Dossier de projet de travaux d'amélioration des chemins ordinaires
n° 16 et n° 17. 1955. 1 chemise
- 316 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins de grande

-
- communication n° 179 et n° 180 sur le territoire communal et celui de Louette-Saint-Denis. 1962-1963. 4 pièces
- 317 Dossier relatif à l'approbation du plan d'alignement du chemin de grande communication n° 179 dans la commune et celle de Louette-Saint-Denis. 1964-1966. 1 chemise
- 318 Dossier relatif aux travaux d'amélioration des chemins ordinaires n° 2 et n° 26. 1965-1968. 1 chemise
- 319 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 16. 1968-1974. 1 chemise
- 320 Dossier relatif aux travaux de réfection du chemin n° 12. 1971-1977. 1 liasse
- 321 Dossier relatif aux travaux de réfection du chemin n° 1. 1972-1977. 1 liasse
- 322 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin agricole n° 4 dit Navarée. 1973-1978. 1 liasse
- 323 Dossier relatif aux travaux d'amélioration du chemin n° 17. 1974-1978. 1 chemise
- 324 *C. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES*
Règlement communal relatif au curage des ruisseaux et des canaux d'irrigation par les propriétaires et locataires de prairies. 6 août 1839. 1 pièce
- 325 Arrêtés du Gouverneur pris dans le cadre de la production du tableau descriptif des cours d'eau non navigables. 1957. 2 pièces
- 326 Tableau descriptif des cours d'eau non navigables. 19 novembre 1957. 1 volume

D. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

- 327 Plan terrier du projet d'amélioration et d'extension de la distribution d'eau. 2 janvier 1939. 1 pièce
- 328 Dossier relatif aux travaux d'amélioration et d'extension de la distribution d'eau. 1939-1942, 1946-1951. 1 chemise
- 329 Dossier relatif aux travaux d'extension du réseau. 1954-1955. 6 pièces
- 330 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la prise en charge du coût de raccordement au réseau de certains particuliers. 4 février 1958. 1 pièce
- 331 Dossier relatif au recensement annuel des ressources aquifères. 1967-1975. 1 chemise
- 332 Tableaux statistiques mensuels de l'activité industrielle de l'eau. 1970-1976. 1 liasse
- 333 - 336 *DOSSIER RELATIF AUX TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'EXTENSION DE LA DISTRIBUTION D'EAU. 1974-1980.*
- 333 Contrat passé avec le Service technique de la province. 1974. 3 pièces
- 334 Lot I. 1974-1980. 1 liasse
- 335 Lot II. 1974-1977. 1 liasse
- 336 Plans. 1974. 3 pièces
- 337 Dossier relatif à la cessation de location de terrains dans le périmètre de la zone de protection des sources d'eau de distribution. 1975. 1 chemise

2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

- 338** Dossier relatif aux travaux d'établissement d'un réseau électrique dans la commune. 1922-1927.
1 chemise
- 339** Dossier relatif au contrat de concession de l'éclairage public et privé, de la force motrice et autres applications de l'éclairage à la Compagnie luxembourgeoise d'électricité. 1925-1927.
3 pièce
- 340** Dossier relatif à la construction d'une ligne électrique aérienne à haute tension. 1927-1929.
4 pièces
- 341** Dossier relatif au raccordement de la ferme de la Briquetterie. 1941-1946.
9 pièces
- 342** Dossier relatif à l'extension du réseau de distribution à la scierie Daury, à la brasserie Poncelet, aux fermes Petit Rot, veuve Jadot et Thibautienne et aux habitations Bradfer et Michel. 1950-1955.
1 chemise
- 343** Dossier relatif à l'intervention de la commune dans les frais liés aux travaux d'extension du réseau de distribution au centre de vacances " Les Fauvettes ". 1951.
8 pièces
- 344** Dossier relatif à l'amélioration du réseau de distribution basse tension et d'éclairage public. 1956.
4 pièces
- 345** Dossier relatif à la demande de la société Esmalux de déplacer un poste de transformation électrique aérien. 1975.
1 chemise
- ## 3. TÉLÉPHONE
- 346** Plans des lignes téléphoniques établies sur le domaine public communal. [XXe siècle]-1952.
7 pièces
- 347** Dossier relatif à l'information donnée par la Régie des téléphones et des télégraphes sur les travaux qu'elle souhaite entreprendre. 1964-1976.
1 liasse

4. TRANSPORTS EN COMMUN

348 - 356 LIGNE DE CHEMIN DE FER VICINAL GEDINNE-BOHAN-PUSSEMANGE ET EMBRANCHEMENT DE VRESSE À ALLE. 1900-1968.

- 348** Dossier relatif à sa construction. 1900-1908.
5 pièces
- 349** Dossier relatif à la vente de 3 parcelles de terrain communal nécessaires à la construction de la ligne. 1908, 1913, 1916, 1920, 1923-1924.
1 chemise
- 350** Registre des annuités à payer à la SNCV pour la gestion de la ligne Gedinne-Bohan avec embranchement de Vresse à Alle-sur-Semois. 1908.
1 volume
- 351** Instructions reçues du commissaire-voyer de Bièvre. 1912, 1918.
2 pièces
- 352** Copie de l'Arrêté ministériel de remise en exploitation de la section de Gedinne à Membre. 30 juillet 1921.
1 pièce
- 353** Acte de vente par la SNCV de parcelles de terrain excédentaires à Ida Degembe. 26 février 1925.
1 pièce
- 354** Dossier relatif à la participation de la commune à la Société nationale des chemins de fer vicinaux en tant qu'actionnaire de la ligne. 1925-1968.
1 liasse
- 355** Plans des lignes vicinales de Belgique. 1929, 1940.
3 pièces
- 356** Dossier relatif à la demande de la SNCV tendant au remplacement de la ligne vicinale par un service d'autobus, avec extension vers Bouillon. 1953.
5 pièces
- 357** Pièces relatives à la participation de la commune dans les frais d'exploitation de la ligne d'autobus Alle-Gedinne par la Société nationale des chemins de fer vicinaux. 1962-1963.
2 pièces

E. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. GÉNÉRALITÉS

- 358 Dossier relatif à l'élaboration de la délimitation de zones agricole et forestière dans la commune. 1965-1967. 1 chemise

2. AUTORISATIONS DE VOIRIE

- 359 Dossier relatif à la demande de placement d'une enseigne lumineuse par Fernand Clarinval. 1974. 4 pièces

3. PERMIS DE BÂTIR

- 360 Dossier relatif à des autorisations de bâtir accordées à des particuliers par le conducteur des ponts et chaussées à condition de respecter les conditions d'alignement par rapport à la voirie. 1956-1961. 1 chemise

F. PRIMES À L'ASSAINISSEMENT

- 361 Règlement communal relatif à la prime pour la construction ou l'achat de maisons d'habitation. 8 mars 1960. 1 pièce

G. PROTECTION DES MONUMENTS ET SITES

- 362 Dossier relatif à la proposition de classement du bois de hêtres au chemin de la ferme Jacob et d'une mare. 1974. 6 pièces

XII. ENSEIGNEMENT

A. GÉNÉRALITÉS

- 363** Correspondance échangée relative à la suppression ou au maintien de l'école gardienne communale. 1879-1880. 4 pièces
- 364** Arrêté royal approuvant la suppression de l'école communale des filles à la condition que celle des garçons devienne mixte si nécessaire. 23 mai 1899. 2 pièces
- 365** Dossier relatif à la conclusion d'un contrat d'adoption de l'école primaire privée des filles. 1951-1957. 1 chemise

B. ORGANISATION

- 366** Règlement de l'école communale. 1846-1847. 2 pièces
- 367** Lettres reçues du Commissariat d'arrondissement de Dinant relatives à l'approbation du règlement de l'école d'adultes. 27 avril 1903. 2 pièces

C. BÂTIMENTS

- 368** Correspondance échangée avec le Commissaire d'arrondissement de Dinant relative à la nécessité de construire une école. 1850. 3 pièces
- 369** Lettres reçues de la Congrégation des filles de Marie relatives à l'usage de l'infrastructure scolaire. 1873, 1876. 3 pièces
- 370** Lettre reçue du Commissaire d'arrondissement de Dinant demandant une réponse à une circulaire du Gouverneur concernant les écoles tenues dans des bâtiments dépendant des bureaux de bienfaisance ou des hospices civils. 21 octobre 1879. 1 pièce
- 371** Lettres reçues du Gouverneur relatives à la mise à disposition de l'instituteur d'une partie du préau de l'école. Mai 1891. 2 pièces
- 372** Dossier relatif au nettoyage des locaux scolaires et de leurs

dépendances. 1900, 1916.

4 pièces

D. ÉQUIPEMENT

373 Dossier relatif à l'ornementation et à l'ameublement de l'école des filles. 1855-1880.

1 chemise

374 Dossier relatif à l'acquisition de fournitures classiques. 1861-1863, 1886-1889, 1921-1938.

1 chemise

375 Dossier relatif à l'acquisition de mobilier scolaire et de matériel didactique. 1925-1927.

1 chemise

376 Dossier relatif à l'adjudication de la fourniture de charbon aux écoles. 15-17 septembre 1933.

3 pièces

E. PERSONNEL

377 Pièces relatives au traitement de C. Deloyers, institutrice. 1879-1881.

3 pièces

378 Pièces relatives au traitement de Jean Buffet, instituteur, et d'Emma Mallien, institutrice. 1961-1962.

3 pièces

F. FINANCES

379 Lettres reçues du Commissariat d'arrondissement et du Gouvernement provincial demandant les informations nécessaires en vue de l'attribution d'un subside pour l'école d'adultes. 1865-1872, 1907-1909, 1926- 1929.

1 chemise

G. FRÉQUENTATION SCOLAIRE

380 Registres d'inscription des enfants aux écoles demandant l'instruction gratuite. 1843.

2 cahiers

381 Dossier relatif à l'instruction gratuite destinée aux enfants pauvres. 1850, 1864-1870.

1 chemise

382 Listes d'enfants fréquentant l'école communale. 1861-1868, 1872-1873.
1 chemise

383 *H. AVANTAGES SOCIAUX*
Dossier relatif aux achats en vue de la fête de saint Nicolas dans les écoles. 1946-1960.
3 pièces

XIII. ÉCONOMIE

A. GÉNÉRALITÉS

- 384 Dossier relatif au contrôle des poids et mesures. 1946-1976.
1 liasse

B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

- 385 Lettre reçue du Garde général de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et des forêts demandant la présentation de candidats à la place de garde forestier du triage de la commune. 2 mai 1862.
1 pièce

- 386 Bulletins individuels du recensement agricole et horticole du 15 mai 1943 transmis par la commune de Gedinne et mentionnant ses habitants cultivant des terres dans celle de Louette-Saint-Pierre. 1943.
1 chemise

- 387 Fiches d'exploitants agricoles. [Deuxième moitié du XXe siècle].
1 liasse

- 388 Lettres relatives à la demande d'extension de la période de tenderie aux grives. 1956.
2 pièces

C. COMMERCE

- 389 Circulaire du Gouverneur relative au commerce et au ravitaillement en sucre en zone frontalière. 22 janvier 1920.
1 pièce

XIV. AFFAIRES SOCIALES

A. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

- 390 Dossiers relatif à la participation aux frais d'entretien d'aliénés placés en institution ou colloqués à domicile. 1938-1962. 1 chemise
- 391 Règlement relatif à l'attribution de primes de naissance. 29 mai 1962. 1 pièce
- B. COLLABORATION COMMUNALE AVEC DES TIERS*
- 392 Dossier relatif à l'affiliation au Service social régional à Beauraing. 1965-1976. 1 chemise
- 393 Lettres reçues du Service social régional à Beauraing relatives à son action dans la commune. 1966-1972. 1 chemise
- 394 Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal relatif à la participation au financement de la maison de retraite à Bièvre créée par la Société intercommunale d'aménagement et d'équipement économique de la région Gedinne-Semois. 10 mars 1973. 1 pièce

XV. TUTELLE SUR LE BUREAU DE BIENFAISANCE ET LA COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

A. BUREAU DE BIENFAISANCE

395 Comptes annuels. 1900-1901, 1920, 1924. 1 chemise

B. COMMISSION D'ASSISTANCE PUBLIQUE

1. PERSONNEL

396 Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal relatifs à la nomination des membres. 1953, 1959. 3 pièces

397 Dossier relatif aux traitements du secrétaire et du receveur. 1954, 1962-1965. 1 chemise

398 - 399 DOSSIERS PERSONNELS DES SECRÉTAIRES. 1925-1963.

398 Extrait du registre aux délibérations de la commission relatif à la nomination de Baijot Auguste. 11 septembre 1925. 1 pièce

399 Blond Léon. 1962-1963. 3 pièces

400 Dossier relatif à la fixation du traitement de Léon Nemery, receveur. 1959-1961. 4 pièces

2. FINANCES

401 Budgets annuels. 1928-1929, 1939-1941, 1943, 1948, 1976. 1 liasse

402 Modification budgétaire. 10 octobre 1966. 1 pièce

403 Comptes annuels. 1926, 1929, 1934-1935, 1937, 1940, 1946-1948, 1975-1976. 1 liasse

404 Pièces justificatives des comptes. 1928-1931. 1 chemise

3. EXÉCUTION DES TÂCHES

- 405 Délibération de la Commission relative à l'octroi d'allocations de secours. 26 octobre 1939. 1 pièce
- 406 Dossier relatif à l'affiliation au Service social régional à Beauraing. 1961-1966. 1 chemise

XVI. TUTELLE COMMUNALE SUR LA FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA
PAROISSE

A. PATRIMOINE

407 Plan des parcelles à aliéner par la Fabrique. 18 février 1846. 1 pièce

408 Dossier relatif au projet de vente de deux parcelles de pré par la
Fabrique à Jean-Marie Serckx de Gedinne. 1955. 5 pièces

B. FINANCES

409 Comptes annuels. 1975-1976. 2 cahiers